

ler en effet les menées des émissaires brabançons en Hollande et surtout recueillir des renseignements sur l'attitude des dirigeants de ce pays, de l'Angleterre et de la Prusse à l'égard des chefs de l'insurrection brabançonne. Frédéric II avait conclu en 1785 avec plusieurs princes de l'Empire une alliance tendant à empêcher Joseph II de troquer les Pays-Bas autrichiens contre la Bavière *) ; dans la suite, la Prusse avait renforcé son influence sur la politique internationale par une alliance avec la Hollande et l'Angleterre, et surtout par ses interventions contre les Hollandais révoltés contre leur stadhouder qui était le beau-frère du roi FRÉDÉRIC-GUILLAUME, et contre les Liégeois révoltés contre leur prince-évêque. Alors que particulièrement l'épouse très ambitieuse du stadhouder songeait à une annexion des Pays-Bas autrichiens à la Hollande, les hommes d'Etat de Berlin avaient l'intention de faire de la provisoire République des Etats-Belgiques-Unis un Etat vassal de leur pays, tandis que les adhérents des principes démocratiques en Belgique tournaient leurs regards vers l'Assemblée Nationale de Paris.

Les nombreux rapports que Feltz adressait de La Haye aux gouverneurs généraux qui continuaient leur séjour à Bonn dénotent une connaissance parfaite de la situation internationale et surtout une grande perspicacité à démêler les vues de personnages qui auraient préféré sans doute de borner leurs conversations avec lui à des généralités peu précises **). Pendant cette période extrêmement troublée, il fut à même de rendre des services signalés à la Maison d'Autriche. Par l'intermédiaire de correspondants qu'il avait dans les provinces belges qui étaient au pouvoir des insurgés, il pouvait recueillir des renseignements sur l'état de l'opinion publique dans ce pays où les « statistes » ou « aristocrates », partisans du Congrès provisoire présidé par VAN DER NOOT, opprimaient à l'aide de la populace bruxelloise les « démocrates » qui, inspirés par l'exemple des Français, voulaient confier les destinées de la Belgique à une assemblée nationale élue par le peuple. Par ses relations avec de hauts personnages hollandais et Mylord AUCKLAND, ministre de Grande-Bretagne à La Haye, il acquit dès le début d'avril 1790 la conviction que les gouvernements des deux pays n'étaient aucunement disposés à reconnaître l'indépendance de la jeune république dont les chefs avaient choisi un titre bien pompeux ; il s'agissait pour eux d'affaiblir dans la mesure du possible la puissance de l'Autriche dans l'Europe occidentale et dans la politique internationale, en prétextant de vouloir conserver intégralement les anciens droits des Pays-Bas méridionaux, et de diminuer en même

*) J'ai examiné sommairement les différents projets d'échange des Pays-Bas, élaborés par les hommes d'Etat de Vienne depuis 1715, dans un appendice de mon étude : Le Duché de Luxembourg pendant la Guerre de Succession d'Autriche, parue chez Victor Buck en 1945.

**) Ces lettres en partie chiffrées se trouvent aux Archives Générales de Bruxelles, fonds Chancellerie Autrichienne des Pays-Bas, fardes 214 - 216.